

Peu après la guerre, l'Allemagne a concentré ses efforts sur les marchés de l'Amérique du Sud. Tout le commerce actuel avec les pays sud-américains se fait pas l'intermédiaire de l'Allemagne ou d'institutions financières allemandes. Autrement dit, l'Allemagne est solidement implantée dans toute l'économie sud-américaine. C'est bien dommage parce que l'Amérique du Sud et l'Amérique latine étaient mûres pour la participation et les investissements canadiens.

Depuis longtemps, les États-Unis avaient perdu leur clientèle dans les pays de l'Amérique latine qui se tournaient vers le Canada, mais nous étions très en retard dans ce domaine. Le gouvernement allemand a parrainé l'expansion des exportations vers les pays de l'Amérique du Sud et il a établi des sièges sociaux en Allemagne. L'argent investi dans ces pays est allemand et les produits allemands obtiennent la préférence. De fait, la langue des affaires dans ces pays aujourd'hui est soit l'espagnol, soit l'allemand; l'anglais ne sert même pas. Dans la plus grande partie du monde, c'est l'anglais qui est la langue des affaires, mais en Amérique latine, c'est l'allemand ou l'espagnol.

Notre respect exagéré des accords du GATT est probablement la cause de cette situation. Nous n'accordons pas de subventions parce que ces accords généraux nous l'interdisent. L'Allemagne subventionne le transport sur son réseau de canaux, tout comme le Japon. Toute industrie en Allemagne, où qu'elle se trouve, peut transporter des marchandises aux ports de mer pour une bagatelle. Peu importe si cette industrie se trouve à 180, 200 ou 300 milles à l'intérieur du pays. Nous ne pouvons pas subventionner le réseau de la voie maritime du Saint-Laurent parce que cela irait à l'encontre des accords du GATT.

L'Allemagne et le Japon accordent des subventions directes ou indirectes pour le financement des exportations. Ils escomptent tous les efforts. Les gouvernements de ces pays se chargent de toute la publicité, de toute la recherche et de toute la planification des exportations. Nous n'en ferons rien parce que nous devons respecter les accords du GATT. Le gouvernement devrait commencer par renégocier le retrait du Canada du GATT.

Le Canada n'est pas le seuls pays à avoir des ennus. Les États-Unis en ont aussi. Le bill relatif au commerce dont le Congrès est saisi en ce moment contient un arrangement appelé «DISC». Il s'agit d'une tentative pour empêcher le commerce d'exportation japonais, allemand et européen de tuer le marché américain. L'un des articles qui seront adoptés prévoit que les sociétés américaines pourront établir des établissements de vente aux fins d'exportations. Les bénéfices de ces établissements de vente échapperont à l'impôt tant que la société étrangère ne ramènera pas les bénéfices, ce qui ne se produira évidemment pas.

• (4.30 p.m.)

Vous comprendrez maintenant qu'ils reçoivent une prime de 50 p. 100. Bien entendu, les sociétés mères américaines ne demanderont pas à leurs filiales canadiennes de produire pour l'exportation car elles veulent tirer profit de la production aux États-Unis. Autre chose joue contre les accords du GATT: c'est l'escompte des effets de commerce que pratiquent les Japonais et les Allemands. Même si les États-Unis n'ont pas vraiment à

s'inquiéter, ils prennent des précautions pour se maintenir au cours des années 70. Ils ne se laisseront pas duper par les prétendues restrictions volontaires des Allemands et des Japonais dans le cas de certains articles de commerce. Alors que nous discutons chemises et sous-vêtements, ils pensent à des problèmes beaucoup plus graves. Les États-Unis sont aussi en meilleure posture, car ils disposent probablement de la plus grande accumulation de capitaux au monde. Des capitaux américains représentent sans doute la forte partie de l'argent en circulation dans le Marché commun, comme c'est le cas au Japon et au Canada. Ils sont donc protégés comme nous le sommes pas.

Que devons-nous faire pour survivre dans les années 70?

M. McCleave: Débarrassez-vous de Toronto.

M. Otto: A mon avis, nous devrions charger un département d'État d'encourager uniquement le commerce d'exportation à l'exemple du ministère de l'Industrie et du Commerce. Nous devrions établir une société de développement pourvue d'un régime bancaire, car nous sommes probablement le seul pays au monde à avoir un réseau de banques à succursales dirigé par un groupe d'hommes très réactionnaires et conservateurs. Ce ne sont pas vraiment des hommes d'affaires, mais des gens de la vieille école. Ils examinent chaque cent, font subir un contre-interrogatoire à chaque client pour connaître ses origines et savoir s'il n'y a pas de mouton noir dans sa famille. Ils veulent également savoir si le gouvernement canadien se porte garant de lui et ainsi de suite. Tel est notre régime bancaire. Il n'y a pas de place au Canada pour le jeune entrepreneur ou l'homme d'affaires hardi. Peu importe l'objectif de ce projet de loi; tant que nous n'obtiendrons pas l'appui de nos institutions financières, nous n'arriverons à rien.

La seule façon de résoudre le problème bancaire, c'est de contrôler les réserves. Les banques sont encore susceptibles quand il s'agit de réserves. Nous pourrions leur dire que dès qu'elles prêtent de l'argent pour fins de crédit à l'exportation seulement, elles ne seront tenues d'avoir que des réserves de 2 p. 100; mais dès lors qu'elles prêteront cet argent pour l'achat de voitures décapotables au Canada même ou pour fins de crédit à la consommation, elles seront tenues d'avoir des réserves de 30 p. 100. Je crois qu'une telle politique les toucherait au point sensible. Il est peu vraisemblable que les banques collaboreront avec nous et je doute que nous adoptions jamais un régime bancaire qui ait quelque lien avec le gouvernement. Je crois qu'il serait long et ardu d'essayer de changer le régime bancaire et, en conséquence, nous devons nous assurer la mainmise de la seule façon que nous le pouvons, c'est-à-dire par l'entremise de la Banque du Canada.

Le pouvoir de marchandage du Canada est très étendu, car nous contrôlons encore ce qui est probablement la plus grande source d'énergie du monde. Je tiens à mentionner le marché conclu par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene). Nous avons vendu du gaz pour une valeur de 6 milliards de dollars aux États-Unis; or, tout ce gaz fournirait assez de force motrice pour produire des marchandises qui rapporteraient 60 milliards de bénéfices. Nous devrions exiger que le tiers de ces 60 milliards restent au Canada pour consentir à vendre ce gaz d'une valeur de 6 milliards.